

La fréquentation touristique de mai 2026 soutient l'activité économique régionale

Insee Conjoncture Corse • n° 61 • Septembre 2026

Entre avril et juin 2026, période d'avant-saison touristique, l'économie régionale présente un regain d'activité à rebours de la tendance nationale. Les services marchands en sont le principal moteur. L'emploi salarié se maintient, même si le taux de chômage continue d'augmenter au cours du trimestre. Le transport de voyageurs, maritime et aérien, bénéficie d'un niveau de fréquentation plus élevé que l'an passé, notamment en mai. D'ailleurs, le nombre de nuitées dans les hôtels et les AHCT progresse nettement.

L'activité économique régionale progresse, tout comme l'emploi salarié

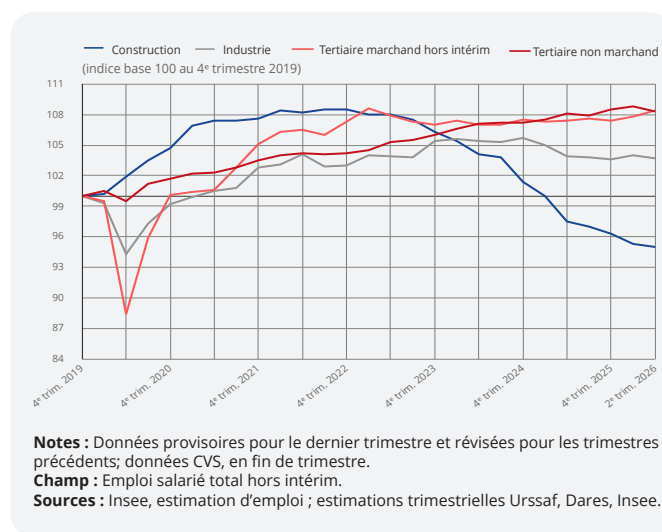
Au deuxième trimestre 2026 en Corse, l'activité économique retrouve un nouveau souffle, portée par la hausse de fréquentation touristique. Le nombre d'heures rémunérées augmente de 0,3 % par rapport au même trimestre de 2025, à rebours de l'ensemble des régions. Au niveau national, le nombre d'heures rémunérées recule de 0,7 %. Parallèlement, l'emploi salarié régional se maintient (+0,1 %), dans un contexte de stabilité nationale (-0,1 %). Fin juin 2026, la région dénombre 129 300 emplois ► [figure 1](#).

Dans les services marchands, l'activité progresse de 0,8 % et les effectifs salariés s'étoffent de 0,6 %. C'est particulièrement le cas dans l'hébergement-restauration où le nombre d'heures rémunérées augmente de 3,0 % par rapport au même trimestre 2025. Le dynamisme de l'activité profite à l'emploi salarié, en hausse de 1,2 % sur le trimestre.

A contrario, l'activité diminue de 0,6 % dans les transports et entreposage par rapport à l'an passé. Néanmoins, l'emploi du secteur progresse de 1,1 % sur le trimestre. Dans le commerce et réparation automobile, les effectifs demeurent stables.

Dans la construction, l'activité continue son repli, avec 2,7 % d'heures rémunérées en moins par rapport au deuxième trimestre 2025. S'il se poursuit, le recul du secteur devient moins marqué. Ainsi, la baisse trimestrielle des effectifs salariés s'établit à 0,3 %. À l'image de l'activité dans l'industrie (-0,5 % par rapport au même trimestre 2025), l'emploi du secteur industriel ne traduit, en revanche, aucune dynamique saisonnière. L'emploi décroît de 0,3 % non seulement en raison de la baisse des effectifs dans la production de denrées alimentaires-boissons et tabac (-0,5 % par rapport au premier trimestre), mais aussi d'une diminution des effectifs dans la production d'énergie, eau et gestion des déchets. Malgré le dynamisme de l'activité économique, le taux de chômage régional augmente légèrement. Au deuxième trimestre 2026, en Corse, le taux de chômage localisé s'établit à 6,9 % de la

► 1. Évolution de l'emploi salarié par secteurs



population active, soit 0,1 point de plus qu'au trimestre précédent. Sur un an, le chômage régional progresse d'un demi point, mais reste bien inférieur au taux national (8,3 %).

En Corse, la fréquentation touristique est en forte hausse en mai

Avec 2,3 millions de passagers entre avril et juin 2026, le transport de voyageurs dépasse de 0,1 % celui du deuxième trimestre 2025, affichant un nouveau record quinquennal. L'étalement de la saison semble démontrer que la destination insulaire n'échappe pas aux arbitrages budgétaires des voyageurs optant pour des tarifs moins élevés en avant-saison, et des températures plus clémentes.

La hausse de fréquentation de mai (+8,5 %) soutient à elle seule la progression du trafic d'avant-saison. Le trafic bondit dans le

maritime (+14,1 %), et progresse dans l'aérien (+4,4 %). Cependant, la fréquentation fluctue d'un mois à l'autre. Contrairement à l'année précédente, les vacances de printemps ne stimulent pas l'arrivée de voyageurs en avril. Le nombre de passagers diminue de 4,8 % par rapport à avril 2025. De plus, par rapport au même mois de 2025, le transport de passagers se contracte à nouveau de 3,3 % en juin 2026 ► **figure 2**.

Au deuxième trimestre 2026, le transport maritime progresse de 1,5 %, mais le transport aérien se replie de 1,0 % par rapport à 2025. Les incertitudes et annulations de vols de compagnies low-cost, en lien avec la hausse subite des coûts de carburant au printemps, ont probablement incité les voyageurs à opter pour le transport maritime.

Par rapport au deuxième trimestre 2025, la fréquentation progresse de 3,1 % dans les hôtels. Dans ces établissements, la clientèle en provenance de l'étranger, fidèle à la destination insulaire, croît de 9,4 %. L'activité hôtelière bénéficie aussi du regain d'intérêt des touristes français, plus nombreux qu'en 2025 (+0,4 %) ► **figure 3**. À l'image du transport de voyageurs, le nombre de nuitées hôtelières diminue de 1,4 % au cours du mois d'avril 2026. La situation s'inverse en mai et même en juin où la hausse de fréquentation dépasse les 4,0 %.

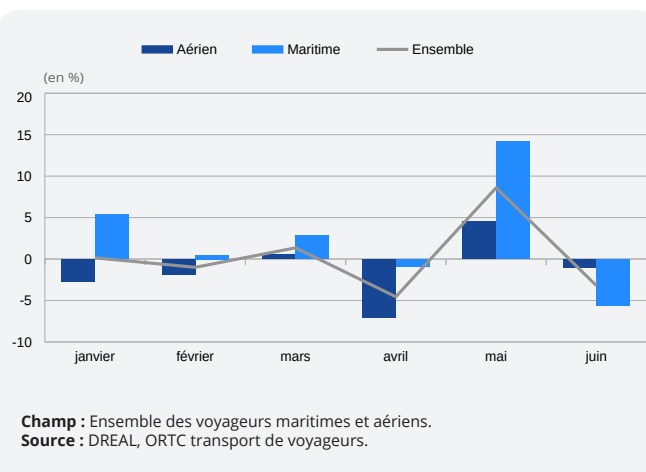
Dans les AHCT, le nombre de nuitées progresse autant que dans les hôtels (+3,2 %) au cours de la période. Stimulée à la fois par la clientèle française et étrangère (respectivement +2,3 % et +6,0 %), la hausse de fréquentation amorcée en avril s'amplifie en mai (+11,5 %), avant de se replier légèrement en juin (-0,9 %).

Marie-Pierre Nicolai, Déborah Caruso (Insee)

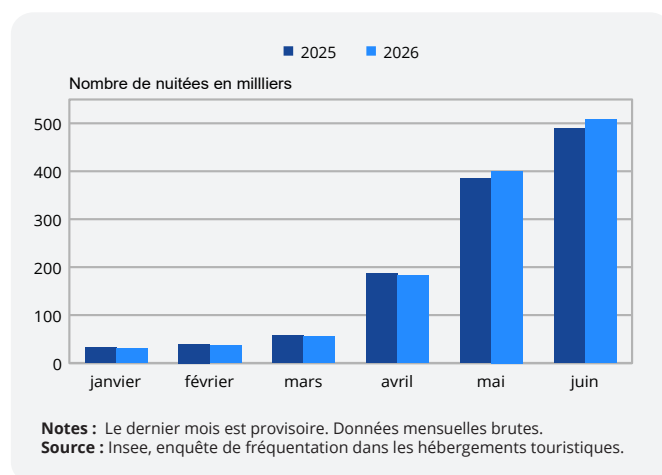
► Pour en savoir plus

- [Tableau de bord de la conjoncture corse](#).
- Insee, « [Vigilance orange sur la croissance](#) », Note de conjoncture, septembre 2026.
- Insee, « [Au deuxième trimestre 2026, l'emploi salarié est quasi stable \(-0,1%\)](#) », Informations rapides n° 214, août 2026.

► 2. Évolution de la fréquentation dans le transport de voyageurs entre 2025 et 2026



► 3. Nombre de nuitées passées dans les hôtels en 2025 et 2026



► Encadré - Contexte national et international

Au printemps, l'activité n'a pas faibli au niveau mondial et a progressé solidement dans les quatre principales économies de la zone euro (+0,3 % prises ensemble). L'économie française, quant à elle, décroche. Après avoir reculé à l'hiver (-0,2 %), l'activité a stagné au printemps (+0,0 %). Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette divergence : le retournement de l'activité dans les travaux publics, dû aux élections municipales du printemps, la conséquence plus élevée des vagues de chaleur, notamment dans l'agriculture, qui coûteraient 0,1 point de croissance sur l'année, un marché du travail plus dégradé, avec un chômage en hausse et des salaires peu dynamiques, et enfin une impulsion budgétaire moins favorable que dans les principales autres économies européennes.

En prévision, la France renouerait avec une croissance timide d'ici la fin de l'année (+0,1 % à l'été, puis +0,2 % en fin d'année) : sur l'année, la croissance serait trois fois plus faible qu'ailleurs en Europe (+0,4 % en 2026).

Tirée par les prix de l'énergie, dans un contexte de tensions au Proche-Orient et de bombardement des raffineries russes, l'inflation a bondi cet été partout dans le monde (+3,3 % dans la zone euro en août), y compris en France (2,4 %). L'inflation augmenterait au second trimestre et atteindrait 2,9 % en fin d'année, la hausse des prix de l'énergie contaminant les prix des autres produits, en particulier les produits manufacturés, et de certains services, notamment de transport.

Du côté du marché du travail, la dégradation se poursuivrait : l'alternance continuerait de se retourner avec la réduction des soutiens publics, le reste de l'emploi salarié privé serait quasi stable et l'emploi non salarié continuerait de croître vigoureusement. La petite augmentation de l'emploi total qui en résulte ne suffirait pas à absorber la hausse tendancielle de la population active et le chômage grimperait ainsi à 8,6 % en fin d'année.

